

Portrait-robot du frontalier français en Suisse

EMPLOI Publiée hier, la troisième étude de l'Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales est riche en informations sur les caractéristiques de la population frontalière française en Suisse

ALINE BASSIN

Le nombre de frontaliers français en Suisse poursuit sa progression. L'Office fédéral de la statistique en recensait 236 400 au troisième trimestre 2025, une hausse de 1,8% sur un an. En 2024, ils étaient 234 000 à passer la frontière helvétique pour venir travailler.

Un chiffre relayé hier par l'Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf) qui a présenté la troisième édition de son étude sur les travailleurs frontaliers en Suisse. La publication permet de mieux cerner les caractéristiques de la première communauté professionnelle de ce type en Suisse (devant l'Italie et ses 62 000 frontaliers). Passage en revue en cinq temps:

■ Les hommes surreprésentés

Six frontaliers français sur dix sont de sexe masculin. Leur âge moyen était en 2024 de 43 ans et un mois, soit cinq mois de plus que leurs homologues

féminines. A noter que les travailleurs qui sont domiciliés proches de la frontière sont plus jeunes avec une majorité représentée dans la tranche d'âge 30-39 ans.

■ Principal réservoir: la Haute-Savoie

Trois quarts des frontaliers se concentrent dans trois départements limitrophes de la Suisse. Une écrasante majorité d'entre eux est installée en Haute-Savoie (68 000 frontaliers). Viennent ensuite le Doubs (31 500) et le Haut-Rhin (22 500). En Haute-Savoie, deux salariés sur dix ont opté pour une carrière professionnelle de l'autre côté de la frontière, un taux qui est de 15% dans le Doubs.

■ L'irrésistible attraction de Genève

Sans surprise, c'est le canton de Genève qui accueille le plus de frontaliers. Il y a 2 ans, près d'un frontalier sur deux (48%) y était actif. Le canton de Vaud suit avec un taux de 19%, devant Bâle-Ville (8%), Neuchâtel (7%) et le Jura (5%).

Egalement limitrophe de la France, le canton du Valais est en revanche sous-représenté, accueillant seulement 1% des effectifs totaux de frontaliers. En moyenne, ces travailleurs parcourent 32 kilomètres pour rallier leur lieu de travail.

■ L'industrie, premier employeur

Si le recours abondant à la main-d'œuvre frontalière dans le secteur de la santé est souvent thématiqué, c'est l'industrie manufacturière qui a le plus recours à ce type de profil: 47 000 des 234 000 frontaliers recensés en 2024 étaient actifs dans ce secteur. Les activités de services administratifs et les commerces arrivent derrière avec tous deux un volume de 31 000 frontaliers. La santé et l'action sociale occupaient il y a 2 ans 26 000 personnes venues de France. Les disparités régionales sont importantes: les frontaliers des départements du Haut-Rhin, du Doubs et du Jura sont beaucoup plus présents dans l'industrie que ceux qui viennent de Haute-Savoie.

■ Un revenu en progression

En 2023 (dernières données disponibles), le salaire moyen d'un frontalier était de 64 431 euros (59 110 francs). Un montant 21% plus élevé que le revenu moyen de son homologue féminin (53 121 euros, 48 736 francs). Attention, mettent en garde les auteurs de l'étude, une partie de cette différence considérable peut s'expliquer par un plus grand recours au temps partiel chez les femmes. Les deux sexes ont en revanche globalement vu leur situation s'améliorer entre 2022 et 2023 avec une progression moyenne de 8% pour les hommes et de 7,5% pour les femmes. ■